

François Vasquez
191, rue Horaces
34070 MONTPELLIER

à Mesdames et Messieurs
les élus de Corse

Montpellier, le 25 juillet 2017

OBJET : Projet de traitement des déchets de la Corse

Madame, Monsieur,

Pourquoi la Corse, se posant les bonnes questions, opte pour la mauvaise réponse ?

A quoi correspond le développement de la filière TMB, option CSR ?

Il y a ce que l'on veut nous faire croire et l'imparable réalité.

Pour avoir combattu depuis l'origine du projet, il y a 13 ans, la plus grosse usine de tri mécano biologique (TMB) et méthanisation de France à Montpellier, je vous propose mes analyses.

Porte-parole de l'association des riverains de Garosud depuis 2004, membre de la commission de suivi de site du TMB Amétyst depuis sa mise en service en 2008, porte-parole du CIDES-34*, nos alertes ont été vérifiées point par point dans les faits. Dénoncées et reconnues dans le rapport de la Cour des Comptes en février 2017 : « Echec industriel et financier ».

Nous pourrions développer le scandale sanitaire et environnemental.

Le projet proposé par la CAPA à Ajaccio n'est qu'une variante de l'usine Amétyst à Montpellier, gouffre financier sans cesse perfusé d'argent public.

Très schématiquement, nous sommes passés de décennies de décharges et d'incinérateurs, rejetés par la population, à des pseudos réponses écolos comme le TMB méthanisation.

Les industriels ont misé gros sur cette nouvelle filière avec le greenwashing nécessaire et s'y entêtent d'ailleurs malgré l'échec avéré. Vous n'êtes pas sans savoir que lorsque l'on trie notre poubelle en usine, il est impossible de produire un compost pour un retour à la terre. Il a fallu presque 10 ans d'échec total à Montpellier pour qu'on ne vous en fasse pas la

proposition. Malheureusement la solution de remplacement, la filière TMB avec option CSR (Combustibles Solides de Récupération) est du même acabit.

La filière de pseudo valorisation des CSR en chaufferie et cimenterie n'est qu'une incinération déguisée, polluante, inefficace et coûteuse profitant d'un vide réglementaire. Si la nature a horreur du vide, les industriels s'en délectent.

Le fonctionnement des TMB a contraint élus et industriels à constater que 90% des déchets entrants dans ces usines, dites de « valorisation », repartaient en décharge ou à l'incinérateur.

Je tiens les chiffres à votre disposition.

Le TMB est un maillon supplémentaire dans la chaîne de traitement des déchets, en rien substitut à l'incinération ou à la mise en décharge. **Il double les coûts de traitement.**

Il serait d'une naïveté coupable de penser que les industriels adaptent leurs moyens de traitement à la quantité du tri existant, à la variété des gisements de déchets, aux besoins en énergie locaux ou aux exutoires nécessaires. Ils appliquent systématiquement les mêmes propositions. Seul l'enrobage change.

Vous êtes à la croisée des chemins. Celui proposé par la démarche ZERU FRAZU et celui des lobbies des déchets. Le grand mensonge est de faire croire que le second mène au premier. Ils sont diamétralement opposés et le second est une impasse.

Il est financièrement impossible de mettre en place le fonctionnement d'un TMB et une politique sérieuse de tri à la source et de compostage de proximité. Le TMB est antinomique aux collectes sélectives. Surtout celle des bio déchets.

Il est à préciser à ce stade **que l'argument consistant à affirmer que les déchets organiques, une fois passés dans l'usine de méthanisation seraient inertes et mis en décharge sans nuisance, est un déni de réalité.** Pour preuve à Castries, décharge de la métropole de Montpellier, il y a encore goélands, rats, odeurs, 9 ans après la mise en service d'Amétyst « fleuron de la méthanisation ».

Comment justifier des usines ou centres de tri ? Le postulat est clair, il faut pour imposer la solution industrielle de traitement des déchets, retarder à tout prix le tri des déchets à la source et en premier lieu celui des bio déchets.

Pour cela, il faut dissuader, ajourner, autant que faire se peut, la mise en place d'une tarification, d'une redevance incitative.

Feindre de favoriser, puis freiner le compostage de proximité.

Leur business, force est de le reconnaître, est dans notre poubelle grise !

Ils craignent comme la peste la mise en place de notre politique alternative crédible (voir le choix de San Francisco en 2002) défendue en Corse par ZERU FRAZU qui réduit de 60% le poids de cette poubelle en 2 à 3 ans. Et c'est la main sur le cœur qu'ils nous expliquent que leur CTV, au demeurant toujours sur dimensionné, est « malheureusement » indispensable.

Mesdames et Messieurs les élus, vous serez dans votre choix, soumis aux mêmes pressions aux mêmes arguties, aux mêmes écrans de fumées que les élus continentaux, le savoir-faire des industriels dans ce domaine n'est plus à démontrer.

L'implantation de cette usine de tri mixte en pays ajaccien est, au regard de notre expérience, une injure faite à la Corse.

Mais si votre choix se porte sur le projet de la CAPA, une fois l'échec annoncé, avéré, comme à Montpellier, Angers ou ailleurs il persistera une différence notoire : l'alerte aura clairement été sonnée, expérience à l'appui.

Et, s'il y a une chose qui marche mieux en Corse qu'ailleurs, c'est semble-t-il la mémoire.

En espérant que ce courrier aura retenu votre attention, je reste à votre disposition pour plus de précisions.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de me respectueuses salutations.

François Vasquez

* Collectif Inter- associations citoyennes des **D**échets de l'**E**nvironnement et de la **S**anté de l'Hérault (CIDES-34)